

**SUPPRESSION DE 4900 LITS EN HOSPITALISATION COMPLÈTE EN 2023 :  
CE SONT 3 CHU QUI SONT RAYÉS DE LA CARTE EN UNE SEULE ANNÉE !  
FO DÉNONCE LA CONTINUITÉ DES FERMETURES DE LITS !!!**

Victime d'une politique purement comptable menée par les pouvoirs publics, qui s'est accentuée depuis le plan hôpital 2007, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de réduire l'augmentation des dépenses de santé, notamment par des dotations budgétaires hospitalières insuffisantes (via les ONDAM), la création de la tarification à l'activité, de la nouvelle gouvernance hospitalière et du virage ambulatoire.

En ce sens, le nombre de fermetures de lits en hospitalisation complète apparaît comme l'un des principaux révélateurs de l'état de déliquescence de la Fonction Publique Hospitalière.

C'est pourquoi, chiffres à l'appui, la Fédération FO des personnels des Services Publics et des Services de Santé (FO-SPS) n'a eu de cesse de dénoncer depuis 2007 la politique de santé visant à réduire l'offre de soins. Pour preuve, le tableau ci-dessous illustre l'ampleur de la destruction du capacitaire en lits de nos hôpitaux publics :

Années	Suppression de lits en hospitalisation complète
2007-2012	- 37 000 lits
2013-2017	- 13 733 lits
2018-2023	- 29 244 lits
TOTAL	- 79 977 lits

La fermeture supplémentaire de 4 900 lits d'hospitalisation complète en 2023 n'est que la continuité d'une politique de santé visant à limiter les dépenses, sans se préoccuper, ni des conditions de travail des professionnels, ni des besoins de la population.

Les indicateurs factuels, démographiques et du vieillissement démontrent le décalage complet avec les réels besoins de la population à la fois :

- Par son augmentation de 2013 à 2023 : + 2,5 millions de Français ;
- Par son vieillissement : + 1,7 millions de personnes âgées de 75 ans et plus de 2013 à 2025.

De plus, selon le scénario central de l'INSEE, le nombre de personnes de 75 ans ou plus s'accroîtrait, à lui seul, de 7,8 millions entre 2013 et 2070.

Ce n'est donc pas la politique du virage ambulatoire avec 3489 places d'hospitalisation partielle créées en 2023 (soit 17 400 depuis 2013) par les pouvoirs publics qui pourra compenser ces fermetures de lits. FO tient à rappeler que ces places ne peuvent pas remplacer des lits d'hospitalisation complète, notamment concernant l'exercice professionnel où l'on observe une intensification du travail liée au rythme de travail imposé par l'ambulatoire à tout crin. Du côté des patients, c'est la double peine, non seulement l'accès à

l'hôpital devient très complexe, mais à peine arrivé il faut déjà repartir au domicile pour libérer la chambre. Par ailleurs, selon les territoires, la pénurie de paramédicaux et de médecins accentue les difficultés.

En outre, les gouvernements successifs ont créé par leur politique d'austérité, à la fois, de mauvaises conditions de travail et d'exercice, accompagnées de niveaux de rémunérations insuffisants.

La Fédération FO-SPS réaffirme que le manque d'attractivité des métiers de la santé est le résultat des politiques publiques menées à l'encontre de l'hôpital et des hospitaliers depuis des décennies. Se mettre aujourd'hui derrière le paravent du manque d'attractivité des métiers de la santé pour expliquer la fermeture des lits est un leurre créé de toutes pièces.

C'est pourquoi, la Fédération FO-SPS revendique un véritable changement de paradigme, pour donner des perspectives aux personnels hospitaliers, et relancer l'attractivité des métiers par :

- Une augmentation des salaires pour tous les agents de la Fonction Publique Hospitalière (FPH), soignants, médico-techniques, administratifs, techniques et ouvriers ;
- La mise en place de ratios soignants/soignés ou résidents devenant progressivement opposables.
- Une forte augmentation des places de formation dans les IFSI, IFAS ... ;
- Des recrutements massifs de professionnels de santé pour améliorer les conditions de travail et diminuer le fort taux de sinistralité, accidents du travail, maladies professionnelles ;
- L'arrêt du projet de loi délétère sur les 3 jours de carence et l'abaissement du taux de remplacement à 90 %.

En conséquence, afin de répondre à ces revendications essentielles et permettre la réouverture des lits fermés, l'examen du Plan de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) est primordial et l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) doit impérativement se situer aux alentours de + 10 %.

Sans cela, le gouvernement engagera plus encore sa responsabilité dans la dégradation des conditions de prise en charge de la population.

**A toutes les étapes et dans tous les moments  
Force Ouvrière à vos côtés pour revendiquer, on ne lâche rien !!!**

Fédération des Personnels  
des Services Publics et  
des Services de Santé  
Force Ouvrière

[www.fo-publics-sante.org](http://www.fo-publics-sante.org)  
[fo.sante-sociaux@fosps.com](mailto:fo.sante-sociaux@fosps.com)  
[fo.territoriaux@fosps.com](mailto:fo.territoriaux@fosps.com)

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome  
75017 PARIS

***Le secrétariat fédéral***

Paris, le 4 novembre 2024